Le 19 juillet 2012, l'Association des maires de grandes villes a publié deux communiqué suite à la publication du rapport sur la politique de la ville de la Cour des comptes :

Premier communiqué :

Rapport de la Cour des Comptes sur la politique de la ville : l AMGVF prend acte des analyses

Les maires de grandes villes de France ont pris connaissance du rapport de la Cour des Comptes sur le bilan de dix ans de politique de la ville et de rénovation urbaine. Gouvernance approximative, mobilisation interministérielle déficiente, moyens financiers dispersés, réformes repoussées, zonages confus et coûteux, ciblage défaillant, évaluation insuffisante : certains de ces constats sont partagés par l AMGVF qui, depuis plusieurs années, demande des réformes ambitieuses pour les huit millions d habitants vivant dans les zones urbaines sensibles. Les élus s en sont fait récemment l écho lors du rendez-vous avec François Lamy, Ministre délégué à la Ville, le 3 juillet.

Pour rappel, l AMGVF avait, dès février dernier, attiré l attention des pouvoirs publics sur les difficultés de bouclage du programme de rénovation urbaine en cours (ANRU). La Cour des Comptes, après le gouvernement, vient ici confirmer ses inquiétudes, en indiquant que seule la moitié des travaux est à ce jour engagée et financée, alors que nous approchons de la fin de l échéance prévue (2013) et qu un second programme est actuellement en discussion (PNRU 2).

Concernant le cas de certaines grandes villes pointées dans le rapport, l AMGVF s étonne de lire qu elles seraient en partie responsables d une mixité sociale insuffisante ou imparfaitement réalisée, dans le cadre des opérations de renouvellement urbain. « C est précisément grâce à l action et à la solidarité renouvelée des grandes villes et intercommunalités urbaines vers les territoires les plus en difficulté que les quartiers sensibles parviennent à se développer progressivement et à redevenir attractifs, dans une logique de péréquation efficace », tient à souligner Michel Destot, député-maire de Grenoble et Président de l AMGVF.

Enfin, les Maires de grandes villes souhaitent exprimer leur regret de ne pas avoir été conviés et associés aux travaux préparatoires à ce rapport. Cela aurait été l occasion de rappeler que ce sont souvent au cSur des grandes villes et agglomérations que se concentrent pauvreté et précarité et que c est à cette échelle que doivent demain se déployer les efforts de la solidarité nationale, notamment dans le cadre de la réforme annoncée de la géographie prioritaire. En ce sens, les futurs zonages devront davantage concerner des sites spécifiques, en l espèce des villes et/ou agglomérations en difficulté que des départements, au risque du saupoudrage.

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne

Deuxième communiqué :

Rapport de la Cour des Comptes sur la politique de la ville : l AMGVF précise sa position

Après avoir réagi immédiatement à la publication de ce rapport et pris la mesure de ses adhérents, l Association des Maires de Grandes Villes de France, présidée par Michel DESTOT, Maire de Grenoble, Député de l Isère souhaite formuler deux remarques complémentaires :

- D une part, on peut s interroger sur le bien fondé des recommandations de la Cour des Comptes et sur son rôle à cet égard, même si comme le reconnaît Didier MIGAUD, « Il n appartient pas à la Cour de faire la loi mais de faire des suggestions.

- D autre part, le risque est grand d exclure, au nom d un « rééquilibrage territorial des crédits » au profit de six départements qui rencontrent les plus grandes difficultés : (Bouches-Du-Rhône, Essonne, Nord, Rhône, Seine-Saint-Denis et Val d Oise), un nombre élevé des villes-centre et d intercommunalités particulièrement touchées par la dégradation de quartiers entiers et la ségrégation sociale.

L Association des Maires de Grandes Villes de France, en liaison étroite avec l Association Ville et Banlieue, accorde une importance particulière à l amélioration des conditions de vie des habitants de l ensemble des quartiers touchés par ces maux et à une meilleure coopération entre les collectivités territoriales et l Etat.

En ce sens, elle est prête à participer activement à la concertation avec les élus annoncées par le ministre délégué à la ville, François Lamy.

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne